

AVIS—Daniel Grégoire Borduzat, à l'honneur de prévenir ses amis et le public, qu'il a contracté une raison de commerce avec Mr. Antoine Mathias Borduzat, son père, à Bordeaux; que lui seul sera le gérant de la société à la Nouvelle-Orléans, et qu'à dater du 1er Juillet 1828 la signature sociale de la maison à la Nouvelle-Orléans, sera, D. G. Borduzat & Co.

BOULE DE LAURIER, vendre par FORESTIER & Co. Pharmaciens. 19 juill.

COUR des Preuves—Vente par le régulier des testaments—Jeudi 7 Aout 1828, je propose en vente au café de la Nlle Bourse, à midi, pour le compte de la succession de feu Frédéric Zerrin, les esclaves suivants, savoir: Auguste, âgé d'environ 25 ans, créole, un peu conlonner.

COUR des Preuves—Jeudi 7 Aout prochain, j'exposerai en vente, au café de la Bourse, à midi, pour le compte de la succession de feu le Dr. Payer, 10 ans des services de l'École d'Obst. âgé d'environ 20 ans.

AVIS—Attendu que Stéphane Van Wickie, Sheriff et collecteur de taxes pour la paroisse de la Pointe Coupée, s'est adressé à moi, demandant que les hypothèques provenant des divers obligations qu'il a soulevées, comme principal, le 25 de Février 1823, conjointement avec Charles Morgan et Antoine Beauvais, ses cautions—le 27 de Décembre 1823, conjointement avec Charles Morgan et Antoine Beauvais, ses cautions—le 7 Février 1823, conjointement avec Charles Morgan et Antoine Beauvais, ses cautions—le 17 Décembre 1823, conjointement avec Charles Morgan et Antoine Beauvais, ses cautions—le 26 Février 1824, conjointement avec Charles Morgan et Antoine Beauvais, ses cautions—le 30 Janvier 1827, conjointement avec Charles Morgan et Antoine Beauvais, ses cautions—le 31 de Décembre 1827, conjointement avec Charles Morgan et Antoine Beauvais, ses cautions, soient levées et annulées.

AVIS est par le présent donné à toutes personnes intéressées de déclarer par écrit au bureau du Secrétaire d'Etat dans l'espace de quatre-vingt-dix jours après la dernière publication, les raisons pour lesquelles lesdites obligations et hypothèques ne seraient point levées et annulées.

AVIS—Attendu que Charles Morgan, autrefois Sheriff et collecteur de taxes pour la paroisse de la Pointe Coupée, s'est adressé à moi, demandant que les hypothèques résultantes de divers obligations qu'il a soulevées, comme principal, le 19 d'Avril 1819, conjointement avec Pierre Despas et Louis Chenevert, comme cautions—le 19 d'Avril 1819, conjointement avec Pierre Despas et Louis Chenevert, comme cautions—le 20 de Juin 1821, conjointement avec Arnaud Beauvais et Pierre Despas, comme cautions—le 17 Décembre 1821, conjointement avec Arnaud Beauvais et Etienne Simon, comme cautions—le 7 de Mars 1822, conjointement avec Sothère Allain et Etienne Simon, comme cautions—et le 3 de Février 1823, conjointement avec Pierre Louis l'Hermite et Pierre Duquesne, comme cautions, soient levées et annulées.

AVIS est par le présent donné à tous ceux que cela concerne d'avoir à déclarer par écrit au bureau du Secrétaire d'Etat, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivront le dernier jour de la présente publication, les raisons pour lesquelles lesdites obligations et hypothèques ne seraient point levées et annulées.

AVIS—Attendu que Charles Morgan, autrefois Sheriff et collecteur de taxes pour la paroisse de la Pointe Coupée, s'est adressé à moi, demandant que les hypothèques résultantes de divers obligations qu'il a soulevées, comme principal, le 19 d'Avril 1819, conjointement avec Pierre Despas et Louis Chenevert, comme cautions—le 19 d'Avril 1819, conjointement avec Pierre Despas et Louis Chenevert, comme cautions—le 20 de Juin 1821, conjointement avec Arnaud Beauvais et Pierre Despas, comme cautions—le 17 Décembre 1821, conjointement avec Arnaud Beauvais et Etienne Simon, comme cautions—le 7 de Mars 1822, conjointement avec Sothère Allain et Etienne Simon, comme cautions—et le 3 de Février 1823, conjointement avec Pierre Louis l'Hermite et Pierre Duquesne, comme cautions, soient levées et annulées.

AVIS est par le présent donné à tous ceux que cela concerne d'avoir à déclarer par écrit au bureau du Secrétaire d'Etat, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivront le dernier jour de la présente publication, les raisons pour lesquelles lesdites obligations et hypothèques ne seraient point levées et annulées.

AVIS est par le présent donné à toutes personnes intéressées de déclarer par écrit au bureau du Secrétaire d'Etat dans l'espace de quatre-vingt-dix jours après la dernière publication, les raisons pour lesquelles lesdites obligations et hypothèques ne seraient point levées et annulées.

AVIS est par le présent donné à tous ceux que cela concerne d'avoir à déclarer par écrit au bureau du Secrétaire d'Etat, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivront le dernier jour de la présente publication, les raisons pour lesquelles lesdites obligations et hypothèques ne seraient point levées et annulées.

AVIS est par le présent donné à toutes personnes intéressées de déclarer par écrit au bureau du Secrétaire d'Etat dans l'espace de quatre-vingt-dix jours après la dernière publication, les raisons pour lesquelles lesdites obligations et hypothèques ne seraient point levées et annulées.

AVIS est par le présent donné à tous ceux que cela concerne d'avoir à déclarer par écrit au bureau du Secrétaire d'Etat, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivront le dernier jour de la présente publication, les raisons pour lesquelles lesdites obligations et hypothèques ne seraient point levées et annulées.

AVIS est par le présent donné à toutes personnes intéressées de déclarer par écrit au bureau du Secrétaire d'Etat dans l'espace de quatre-vingt-dix jours après la dernière publication, les raisons pour lesquelles lesdites obligations et hypothèques ne seraient point levées et annulées.

AVIS est par le présent donné à tous ceux que cela concerne d'avoir à déclarer par écrit au bureau du Secrétaire d'Etat, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivront le dernier jour de la présente publication, les raisons pour lesquelles lesdites obligations et hypothèques ne seraient point levées et annulées.

AVIS est par le présent donné à toutes personnes intéressées de déclarer par écrit au bureau du Secrétaire d'Etat dans l'espace de quatre-vingt-dix jours après la dernière publication, les raisons pour lesquelles lesdites obligations et hypothèques ne seraient point levées et annulées.

AVIS est par le présent donné à tous ceux que cela concerne d'avoir à déclarer par écrit au bureau du Secrétaire d'Etat, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivront le dernier jour de la présente publication, les raisons pour lesquelles lesdites obligations et hypothèques ne seraient point levées et annulées.

AVIS est par le présent donné à toutes personnes intéressées de déclarer par écrit au bureau du Secrétaire d'Etat dans l'espace de quatre-vingt-dix jours après la dernière publication, les raisons pour lesquelles lesdites obligations et hypothèques ne seraient point levées et annulées.

AVIS est par le présent donné à tous ceux que cela concerne d'avoir à déclarer par écrit au bureau du Secrétaire d'Etat, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivront le dernier jour de la présente publication, les raisons pour lesquelles lesdites obligations et hypothèques ne seraient point levées et annulées.

AVIS est par le présent donné à toutes personnes intéressées de déclarer par écrit au bureau du Secrétaire d'Etat dans l'espace de quatre-vingt-dix jours après la dernière publication, les raisons pour lesquelles lesdites obligations et hypothèques ne seraient point levées et annulées.

AVIS est par le présent donné à tous ceux que cela concerne d'avoir à déclarer par écrit au bureau du Secrétaire d'Etat, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivront le dernier jour de la présente publication, les raisons pour lesquelles lesdites obligations et hypothèques ne seraient point levées et annulées.

AVIS est par le présent donné à toutes personnes intéressées de déclarer par écrit au bureau du Secrétaire d'Etat dans l'espace de quatre-vingt-dix jours après la dernière publication, les raisons pour lesquelles lesdites obligations et hypothèques ne seraient point levées et annulées.

AVIS est par le présent donné à tous ceux que cela concerne d'avoir à déclarer par écrit au bureau du Secrétaire d'Etat, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivront le dernier jour de la présente publication, les raisons pour lesquelles lesdites obligations et hypothèques ne seraient point levées et annulées.

AVIS est par le présent donné à toutes personnes intéressées de déclarer par écrit au bureau du Secrétaire d'Etat dans l'espace de quatre-vingt-dix jours après la dernière publication, les raisons pour lesquelles lesdites obligations et hypothèques ne seraient point levées et annulées.

AVIS est par le présent donné à tous ceux que cela concerne d'avoir à déclarer par écrit au bureau du Secrétaire d'Etat, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivront le dernier jour de la présente publication, les raisons pour lesquelles lesdites obligations et hypothèques ne seraient point levées et annulées.

AVIS est par le présent donné à toutes personnes intéressées de déclarer par écrit au bureau du Secrétaire d'Etat dans l'espace de quatre-vingt-dix jours après la dernière publication, les raisons pour lesquelles lesdites obligations et hypothèques ne seraient point levées et annulées.

THE BELL
PRINTED DAILY, BY G. BORDUZAT.
St. Peter Street, between Bourbon & Royal.
SATURDAY, AUGUST 16, 1828.
ADMINISTRATION TICKET.
Domestic Manufactures—Internal Improvements.
ADAMS SELECTORS.
JAMES WILLIAMS, of St. Bernard.
ANDRE LE BLANC, of Assumption.
C. BUSHNELL, of East Baton Rouge.
N. DECLEUET, of St. Martin.
B. MORRIS, of Natchitoches.

Avail—The Portsmouth Advertiser of the 10th inst. informs that Com. Creighton has received orders to take command of the Brazilian squadron, in the place of Com. Biddle, who returns to the United States. Com. C. goes out in the new frigate Hudson, now fitting at New-York. We are happy to learn that he is fast recovering from his late injury.

A SILENCE
From the Hagerstown Torch-Light.

Hitherto we have taken little part, editorially, in the pending Presidential Election. This has been, in a great measure, owing to the circumstance of there being no paper in the country that advocates the election of Gen. Jackson. One of the descriptions will issue in a few days; and the restraint which we voluntarily imposed upon ourselves will consequently be removed. We shall, therefore, in future, lend our editorial labours, such as they may be, with all the zeal and all the energy which a regard to prudence and justice may warrant, towards sustaining the existing Administration, and as we receive, the best interests of our country. In doing this, we shall endeavor to be as moderate and as candid, as the state of public feeling and the circumstances of the contest will admit; touching, as occasion may require, fearlessly and freely, upon the objectionable traits in the character of General Jackson, and the evil consequences that we conscientiously believe must result from his success.

More than a year ago we declared, editorially, our preference for Mr. Adams over Gen. Jackson. That preference was founded upon the belief that Mr. Adams was decidedly better qualified for the discharge of the duties of the office than Gen. Jackson—that his measures and policy were calculated to promote the best interests of the country, and particularly those of this section of it—that Gen. Jackson was disqualified by temper, by habit, by education; and that the policy which a regard to the wishes of his friends would force upon him, were he elected, would be at variance with the welfare of the country generally, and in a high degree prejudicial to the prosperity of the Middle, Western, and Northern States. These impressions have grown stronger as we have grown older. Time and experience, that test all things, have given the impress of certainty to what at first might have admitted of doubt—and made plain as the sun at noon-day the course on which difficulty might at first have rested. No stopping place, therefore, now remains—Circumstances have removed the cause of restraint, and duty marks clearly the path from which it were criminal to turn aside.

A Choice Toast—The Fall River Monitor, Troy, gives among the toasts at the celebration of the 4th in that place, the following—

By Joseph Hathaway, Esq. John Q. Adams—May he soon have leave to retire to the hills of Quincy, and like Nebuchadnezzar, eat grass.

The Monitor remarks, on receiving this toast, the company who had their glasses filled, turned them bottom up on the table—and the Band, being requested to play an appropriate air, by an advocate of Gen. Jackson, to sanction this toast, blew at the contrary end of their instruments. Query, Is that the way we serve our Presidents who do their duty faithfully?—Send them to grazing?—In return, we heartily wish Andrew Jackson may be snug in clover.

The dark ages of Egypt—Among the discoveries of the present age, the art of decyphering the ancient hieroglyphics of the Egyptians, will be found of vast importance in elucidating the dark history of ancient Egypt. Some rolls of papyrus, of great extent, have been decyphered in the museum of Turin. Among them are fragments of very ancient annals of temples, the same, perhaps, which Herodotus and Diodorus Siculus have seen. Some of the rolls were of the time of Memnon, of Meris, and Ramases Meiamon, and are more than 3000 years old, whilst the oldest Greek and Latin MSS. are less than 1800 years old. Some grave stones very ancient have been found, inscribed with the names of the Pharaohs; and the hieroglyphic texts may now be very easily explained.—Very curious is a grave stone on a priestess of Venus. It represents the Egyptian Venus naked, standing on a lion, to show that love must be founded on strength and generosity; or, as another supposes, to in-

dicates that love conquers even the fiercest animals. She holds in her hand a serpent, biting her, and under the head dress the ear of a cat can be seen. Professor Seignoth, who is engaged in these researches at Paris, has found a lamp in Greek-Roman taste, with a rosette upon it, and the inscription (in Greek) "I am the resurrection." He also has found an hieratic writing upon a palm leaf, whence he infers, that in Egypt, as in India, palm leaves were originally used for writing, before the papyrus was given to papyrus, and that the papyrus led to the discovery of parchment, and this to the discovery of our paper. One papyrus contains a number of singular drawings and caricatures, with hieratic inscriptions. The coloring and the attitudes of the figures are remarkable. It appears that the Egyptian painters made sometimes very free with the religion of their country. Thus a pious believer is represented as an ass with an apron, offering a roast duck, bread and onions, &c. as a sacrifice to the god opposite, which is a cat, and seems to be mightily pleased with the sacrifice. Another papyrus represents a kind of Bactrachomyomachia. The monkey give battle to the rats in full armour, with shield and lance. That the worship of Venus is derived from Egypt, appears from a papyrus, which represents the Egyptian Bacchante. The ivy, the lotus, the sistrum, the drum, the lyra, &c. are to be seen.—Venus is drawn on a two-wheeled carriage, by two young priestesses, followed by a priest who holds a sistrum and a kettle drum. On the pole sits a Priapian monkey, and a boy beats the drum. An old woman is seen painting Venus with a paint brush. The most important discovery yet made is that of a papyrus containing a sketch of Egyptian history in hieratic writing. After some general chronological calculations, begins an account of the government of the gods, during a period of 15,917, as in Manetho. One of them reigned 3926 years, and one of them only 200. Then came the heroes and other kings of Memphis, who reigned with those 23,200 years. The origin of every dynasty is related, from what town it sprang, how many kings it contained, how many years they reigned; then follow the names of the kings, with short historical remarks, and how many years, months and days, each king reigned. This papyrus, which was written in the time of Ptolemaeus, agrees perfectly with Manetho. Professor Leyfarth has also found from another papyrus, the cyphering system from one up to a million—a discovery which will facilitate future researches. [N. Y. Com. Adv.]

Among the presents destined to the Shah of Persia, by the Emperor of Russia, and which are customary in the east after the conclusion of peace, is a bedstead of extraordinary magnificence, and which has been exposed at the Emperor's Palace of Taouride in the capital, for public view, preparatory to its being sent to Persia. It is entirely made of crystal and is accessible by steps of the same material; all worked in imitation of large diamonds, incrusting in solid frame. On each side there are spouts meant to eject agitated water, which by its murmur, invites sleep. It is crowned by a large chandelier, which spreads light in such a manner over itself and the rest of the frame, as to give to the whole the splendid appearance of millions of diamonds reflecting their brilliancy at once. This bedstead, which is perhaps the only one of the kind ever imagined or attempted, has been worked at the imperial manufactory of St. Petersburg.

NOTICE
WHEREAS STEPHEN VAN WICKLE, Sheriff and collector of taxes for the Parish of Pointe Coupée, has applied to me, praying that the mortgages resulting from the several bonds which he subscribed as principal on the 26th day of January, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities—on the 27th of December, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities—on the 27th of December, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities—on the 27th of December, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities, be levied and annulled.

NOTICE
WHEREAS STEPHEN VAN WICKLE, Sheriff and collector of taxes for the Parish of Pointe Coupée, has applied to me, praying that the mortgages resulting from the several bonds which he subscribed as principal on the 26th day of January, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities—on the 27th of December, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities—on the 27th of December, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities, be levied and annulled.

NOTICE
WHEREAS STEPHEN VAN WICKLE, Sheriff and collector of taxes for the Parish of Pointe Coupée, has applied to me, praying that the mortgages resulting from the several bonds which he subscribed as principal on the 26th day of January, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities—on the 27th of December, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities—on the 27th of December, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities, be levied and annulled.

NOTICE
WHEREAS STEPHEN VAN WICKLE, Sheriff and collector of taxes for the Parish of Pointe Coupée, has applied to me, praying that the mortgages resulting from the several bonds which he subscribed as principal on the 26th day of January, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities—on the 27th of December, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities—on the 27th of December, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities, be levied and annulled.

NOTICE
WHEREAS STEPHEN VAN WICKLE, Sheriff and collector of taxes for the Parish of Pointe Coupée, has applied to me, praying that the mortgages resulting from the several bonds which he subscribed as principal on the 26th day of January, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities—on the 27th of December, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities—on the 27th of December, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities, be levied and annulled.

NOTICE
WHEREAS STEPHEN VAN WICKLE, Sheriff and collector of taxes for the Parish of Pointe Coupée, has applied to me, praying that the mortgages resulting from the several bonds which he subscribed as principal on the 26th day of January, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities—on the 27th of December, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities—on the 27th of December, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities, be levied and annulled.

NOTICE
WHEREAS STEPHEN VAN WICKLE, Sheriff and collector of taxes for the Parish of Pointe Coupée, has applied to me, praying that the mortgages resulting from the several bonds which he subscribed as principal on the 26th day of January, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities—on the 27th of December, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities—on the 27th of December, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities, be levied and annulled.

NOTICE
WHEREAS STEPHEN VAN WICKLE, Sheriff and collector of taxes for the Parish of Pointe Coupée, has applied to me, praying that the mortgages resulting from the several bonds which he subscribed as principal on the 26th day of January, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities—on the 27th of December, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities—on the 27th of December, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities, be levied and annulled.

NOTICE
WHEREAS STEPHEN VAN WICKLE, Sheriff and collector of taxes for the Parish of Pointe Coupée, has applied to me, praying that the mortgages resulting from the several bonds which he subscribed as principal on the 26th day of January, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities—on the 27th of December, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities—on the 27th of December, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities, be levied and annulled.

NOTICE
WHEREAS STEPHEN VAN WICKLE, Sheriff and collector of taxes for the Parish of Pointe Coupée, has applied to me, praying that the mortgages resulting from the several bonds which he subscribed as principal on the 26th day of January, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities—on the 27th of December, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities—on the 27th of December, 1823, jointly with Charles Morgan and Antoine Beauvais, as securities, be levied and annulled.

STATE OF LOUISIANA.
MARSHAL'S SALE.
Meyer, Adams, and Inhabitants of the city of New-Orleans:
1. The vacant Lot of Ground No. 5. of the square No. 57 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
2. The vacant Lot of Ground No. 6. of the square No. 58 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
3. The vacant Lot of Ground No. 7. of the square No. 59 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
4. The vacant Lot of Ground No. 8. of the square No. 60 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
5. The vacant Lot of Ground No. 9. of the square No. 61 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
6. The vacant Lot of Ground No. 10. of the square No. 62 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
7. The vacant Lot of Ground No. 11. of the square No. 63 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
8. The vacant Lot of Ground No. 12. of the square No. 64 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
9. The vacant Lot of Ground No. 13. of the square No. 65 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
10. The vacant Lot of Ground No. 14. of the square No. 66 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
11. The vacant Lot of Ground No. 15. of the square No. 67 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
12. The vacant Lot of Ground No. 16. of the square No. 68 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
13. The vacant Lot of Ground No. 17. of the square No. 69 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
14. The vacant Lot of Ground No. 18. of the square No. 70 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
15. The vacant Lot of Ground No. 19. of the square No. 71 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
16. The vacant Lot of Ground No. 20. of the square No. 72 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
17. The vacant Lot of Ground No. 21. of the square No. 73 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
18. The vacant Lot of Ground No. 22. of the square No. 74 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
19. The vacant Lot of Ground No. 23. of the square No. 75 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
20. The vacant Lot of Ground No. 24. of the square No. 76 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
21. The vacant Lot of Ground No. 25. of the square No. 77 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
22. The vacant Lot of Ground No. 26. of the square No. 78 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
23. The vacant Lot of Ground No. 27. of the square No. 79 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
24. The vacant Lot of Ground No. 28. of the square No. 80 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
25. The vacant Lot of Ground No. 29. of the square No. 81 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
26. The vacant Lot of Ground No. 30. of the square No. 82 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
27. The vacant Lot of Ground No. 31. of the square No. 83 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
28. The vacant Lot of Ground No. 32. of the square No. 84 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
29. The vacant Lot of Ground No. 33. of the square No. 85 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
30. The vacant Lot of Ground No. 34. of the square No. 86 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
31. The vacant Lot of Ground No. 35. of the square No. 87 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
32. The vacant Lot of Ground No. 36. of the square No. 88 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
33. The vacant Lot of Ground No. 37. of the square No. 89 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
34. The vacant Lot of Ground No. 38. of the square No. 90 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
35. The vacant Lot of Ground No. 39. of the square No. 91 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
36. The vacant Lot of Ground No. 40. of the square No. 92 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
37. The vacant Lot of Ground No. 41. of the square No. 93 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
38. The vacant Lot of Ground No. 42. of the square No. 94 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
39. The vacant Lot of Ground No. 43. of the square No. 95 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
40. The vacant Lot of Ground No. 44. of the square No. 96 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
41. The vacant Lot of Ground No. 45. of the square No. 97 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
42. The vacant Lot of Ground No. 46. of the square No. 98 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
43. The vacant Lot of Ground No. 47. of the square No. 99 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.
44. The vacant Lot of Ground No. 48. of the square No. 100 in the suburb Lacourse, whose owner is unknown.

NOTICE
BY virtue of the Writs of fieri facias, to me directed by the Hon. G. PREVAL, associate Judge of the City Court, issued in the above cases, I shall expose to sale on Monday the 20th day of November next, at 12 o'clock, noon, at Hewlett's Coffee-House, corner of St. Louis and Chartres streets: the vacant Lots above enumerated, seized to satisfy the judgment rendered in the above said suit.

NOTICE
Agreeably to the provisions of 2d. article of an act entitled an Act to fix the mode in which Town Lots, and other Lands situated in the City of New-Orleans, and its Limits, the owners of which are non residents, may be seized and sold for the payment of City Tax and other expenses due to the corporation of New-Orleans, and for other purposes approved March 18, 1828.

NOTICE
Agreeably to the provisions of 2d. article of an act entitled an Act to fix the mode in which Town Lots, and other Lands situated in the City of New-Orleans, and its Limits, the owners of which are non residents, may be seized and sold for the payment of City Tax and other expenses due to the corporation of New-Orleans, and for other purposes approved March 18, 1828.

NOTICE
Agreeably to the provisions of 2d. article of an act entitled an Act to fix the mode in which Town Lots, and other Lands situated in the City of New-Orleans, and its Limits, the owners of which are non residents, may be seized and sold for the payment of City Tax and other expenses due to the corporation of New-Orleans, and for other purposes approved March 18, 1828.

NOTICE
Agreeably to the provisions of 2d. article of an act entitled an Act to fix the mode in which Town Lots, and other Lands situated in the City of New-Orleans, and its Limits, the owners of which are non residents, may be seized and sold for the payment of City Tax and other expenses due to the corporation of New-Orleans, and for other purposes approved March 18, 1828.

NOTICE
Agreeably to the provisions of 2d. article of an act entitled an Act to fix the mode in which Town Lots, and other Lands situated in the City of New-Orleans, and its Limits, the owners of which are non residents, may be seized and sold for the payment of City Tax and other expenses due to the corporation of New-Orleans, and for other purposes approved March 18, 1828.

NOTICE
Agreeably to the provisions of 2d. article of an act entitled an Act to fix the mode in which Town Lots, and other Lands situated in the City of New-Orleans, and its Limits, the owners of which are non residents, may be seized and sold for the payment of City Tax and other expenses due to the corporation of New-Orleans, and for other purposes approved March 18, 1828.

NOTICE
Agreeably to the provisions of 2d. article of an act entitled an Act to fix the mode in which Town Lots, and other Lands situated in the City of New-Orleans, and its Limits, the owners of which are non residents, may be seized and sold for the payment of City Tax and other expenses due to the corporation of New-Orleans, and for other purposes approved March 18, 1828.

NOTICE
Agreeably to the provisions of 2d. article of an act entitled an Act to fix the mode in which Town Lots, and other Lands situated in the City of New-Orleans, and its Limits, the owners of which are non residents, may be seized and sold for the payment of City Tax and other expenses due to the corporation of New-Orleans, and for other purposes approved March 18, 1828.

REGULAR PACKETS TO TAMPECO.
The first, first class, that sailing tomorrow FOR TAMPECO, Captain Tucker, and BOUND, Capt. Batten, will henceforth sail as regular packets between this port and Tampico, and leave each port twice a month. The bound will sail from here on the 1st of August, and from Tampico on the 15th of the same month; and the Captain from here on the 15th of August, and from Tampico on the 1st of September.

FOR RIO BRASSO—TEXAS
THE schr ECLIPSE, Charles Hobbs, master, will sail on Wednesday, August 15th. For freight or passage apply on board, or to GORDON, FORSTALL & Co. No 22, Toulouse street New Orleans, August 4, 1828.

FOR HAVANA.
The French brig SOPHIE, burthen 124 tons, classed A. No. 1, and a very fast sailing vessel, is about taking in a cargo for the above port. She will meet with quick dispatch. For freight of three hundred barrels only, or passage, passing first rate accommodations, apply to D. G. BORDUZAT & Co. No 22, Toulouse street.

FOR ISAGUIRA AND CAMPEACHY.
The fast sailing brig ANNA, Fackinow, burthen three hundred bbls to complete her load, for which or passage, apply on board, or to GOTTSCHALK & REINHARDT.

E DEBERGUE,
HAS just received by the Packet Ship FRANCOIS, from New-York, a fine assortment of BATH, which he offers for sale on the most reasonable terms, at his Store in St. Peter street, near the Levee.

Parish Court for the Parish and City of New-Orleans, August 2d, 1828.
PRESENT THE Hon. JAMES PITOT.
In the matter of Francis Minard vs. His Creditors.

UPON motion of Dominick Seghers, Esq. of counsel for the Syndic of Francis Minard's creditors, and upon filing a table of distribution of the monies belonging to the said insolvent's estate. It is ordered by the Court that the said Creditors and all others concerned therein do show cause on Saturday the 16th day of August, instant, why the said table should not be confirmed and homologated. I do hereby certify the above.

NOTICE—Whereas Charles Morgan, formerly Sheriff and Collector of Taxes for the Parish of Pointe Coupée, has applied to me, praying that the mortgages resulting from the several bonds which he subscribed as principal on the 19th day of April, 1819, jointly with Pierre Despas and Louis Chenevert, as securities—on the 19th day of April, 1819, jointly with Pierre Despas and Louis Chenevert, as securities—on the 20th day of June, 1821, jointly with Arnaud Beauvais and Pierre Despas, as securities—on the 17th day of December, 1821, jointly with Arnaud Beauvais and Etienne Simon, as securities—on the 7th day of March, 1822, jointly with Sothère Allain and Etienne Simon, as securities—on the 3rd day of February, 1823, jointly with Pierre Louis l'Hermite and Pierre Duquesne, as securities, be levied and annulled.

NOTICE—Whereas Charles Morgan, formerly Sheriff and Collector of Taxes for the Parish of Pointe Coupée, has applied to me, praying that the mortgages resulting from the several bonds which he subscribed as principal on the 19th day of April, 1819, jointly with Pierre Despas and Louis Chenevert, as securities—on the 19th day of April, 1819, jointly with Pierre Despas and Louis Chenevert, as securities—on the 20th day of June, 1821, jointly with Arnaud Beauvais and Pierre Despas, as securities—on the 17th day of December, 1821, jointly with Arnaud Beauvais and Etienne Simon, as securities—on the 7th day of March, 1822, jointly with Sothère Allain and Etienne Simon, as securities—on the 3rd day of February, 1823, jointly with Pierre Louis l'Hermite and Pierre Duquesne, as securities, be levied and annulled.

NOTICE—Whereas Charles Morgan, formerly Sheriff and Collector of Taxes for the Parish of Pointe Coupée, has applied to me, praying that the mortgages resulting from the several bonds which he subscribed as principal on the 19th day of April, 1819, jointly with Pierre Despas and Louis Chenevert, as securities—on the 19th day of April, 1819, jointly with Pierre Despas and Louis Chenevert, as securities—on the 20th day of June, 1821, jointly with Arnaud Beauvais and Pierre Despas, as securities—on the 17th day of December, 1821, jointly with Arnaud Beauvais and Etienne Simon, as securities—on the 7th day of March, 1822, jointly with Sothère Allain and Etienne Simon, as securities—on the 3rd day of February, 1823, jointly with Pierre Louis l'Hermite and Pierre Duquesne, as securities, be levied and annulled.

NOTICE—Whereas Charles Morgan, formerly Sheriff and Collector of Taxes for the Parish of Pointe Coupée, has applied to me, praying that the mortgages resulting from the several bonds which he subscribed as principal on the 19th day of April, 1819, jointly with Pierre Despas and Louis Chenevert, as securities—on the 19th day of April, 1819, jointly with Pierre Despas and Louis Chenevert, as securities—on the 20th day of June, 1821, jointly with Arnaud Beauvais and Pierre Despas, as securities—on the 17th day of December, 1821, jointly with Arnaud Beauvais and Etienne Simon, as securities—on the 7th day of March, 1822, jointly with Sothère Allain and Etienne Simon, as securities—on the 3rd day of February, 1823, jointly with Pierre Louis l'Hermite and Pierre Duquesne, as securities, be levied and annulled.

NOTICE—Whereas Charles Morgan, formerly Sheriff and Collector of Taxes for the Parish of Pointe Coupée, has applied to me, praying that the mortgages resulting from the several bonds which he subscribed as principal on the 19th day of April, 1819, jointly with Pierre Despas and Louis Chenevert, as securities—on the 19th day of April, 1819, jointly with Pierre Despas and Louis Chenevert, as securities—on the 20th day of June, 1821, jointly with Arnaud Beauvais and Pierre Despas, as securities—on the 17th day of December, 1821, jointly with Arnaud Beauvais and Etienne Simon, as securities—on the 7th day of March, 1822, jointly with Sothère Allain and Etienne Simon, as securities—on the 3rd day of February, 1823, jointly with Pierre Louis l'Hermite and Pierre Duquesne, as securities, be levied and annulled.